

MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE DE 2017 PRÉSENTÉ AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES EN AOÛT 2016

RÉSUMÉ

L'Association of Canadian Publishers (ACP) représente 115 maisons d'édition de livres en anglais se trouvant dans les 10 provinces ainsi qu'au Nunavut. Nos membres sont des entreprises indépendantes détenues et exploitées par des Canadiens.

Les maisons d'édition canadiennes produisent la grande majorité des livres écrits par des auteurs canadiens chaque année, contribuent aux économies locales et forment une partie essentielle des industries culturelles du Canada. Même si les Canadiens préfèrent de loin les livres imprimés, la technologie numérique est essentielle à notre industrie. Les entreprises canadiennes utilisent des outils numériques pour créer, mettre en marché et vendre des livres dans tous les formats, qu'ils soient en version papier, numérique ou audio. Nous vendons ces livres à l'échelle du Canada de même qu'au-delà de nos frontières, et faisons ainsi connaître au monde les ouvrages et la culture du Canada.

Nos réalisations sont en partie attribuables aux investissements judicieux du gouvernement et à des politiques publiques visionnaires. Le soutien du Fonds du livre du Canada et du Conseil des arts du Canada demeure essentiel aux maisons d'édition de propriété canadienne, qui ont travaillé avec assiduité à tirer le maximum de l'investissement du contribuable et ont établi une industrie canadienne de l'édition connue à l'échelle mondiale pour la grande qualité des livres que nous publions. Nos efforts collectifs se traduisent par des gains économiques et culturels. Par exemple, les 30,7 millions de dollars investis annuellement grâce au programme Soutien aux éditeurs du Fonds du livre du Canada favorisent la publication de milliers de livres d'auteurs canadiens et contribuent à générer des recettes qui viennent alimenter encore plus l'investissement et l'innovation; en 2015-2016, les maisons d'édition admissibles ont fait état de ventes de livres de 414,8 millions de dollars.

La valeur du Fonds du livre du Canada est demeurée stable pendant plus de 15 ans, mais les effets combinés des conditions du marché en rapide évolution et des décisions politiques gouvernementales posent problème pour la compétitivité des maisons d'édition canadiennes. En raison de la réduction des locaux pour le commerce de détail des livres, il a fallu penser à de nouvelles stratégies commerciales. Le coût de la main-d'œuvre a augmenté parce que les maisons d'édition, pour conserver la main-d'œuvre qualifiée qui est nécessaire sur le marché numérique, doivent faire concurrence aux entreprises de haute technologie, lesquelles offrent des emplois mieux rémunérés. Le rendement des investissements importants dans l'infrastructure numérique et l'édition est progressif. Des maisons d'édition de propriété étrangère ont pris la décision de déménager leurs activités d'impression et d'entreposage aux États-Unis, ce qui a diminué la capacité canadienne relative à ces services essentiels. Les modifications apportées à la *Loi sur le droit d'auteur* et à son interprétation ont causé une baisse des recettes des maisons d'édition et menacent la poursuite des activités de création de ressources d'apprentissage canadiennes. Dans ce contexte, les demandes de fonds au volet Soutien aux organisations du Fonds du livre du Canada, qui soutient les initiatives collectives d'innovation dans l'industrie, dépassent nettement les capacités.

À la lumière des importants changements qu'ont subis le marché, les mesures législatives et l'application des politiques, il faut que l'investissement dans le secteur du livre canadien corresponde aux réalités actuelles. Nous recommandons que le Fonds du livre du Canada soit augmenté, que les engagements relatifs à l'augmentation du financement du Conseil des arts du Canada soient maintenus et que les programmes de lecture et d'alphabétisation reçoivent du soutien. Nous exprimons aussi notre appui aux recommandations de

nos collègues de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL), qui recommande un nouvel investissement dans les initiatives d'exportation et dans la traduction.

RECOMMANDATIONS

1. Augmenter le financement actuel du Fonds du livre du Canada pour le faire passer de 39,1 millions de dollars par année à 54 millions de dollars, de manière à garantir le maintien de la capacité concurrentielle de l'édition au Canada, à rehausser les activités d'exportation et à favoriser l'innovation continue dans le secteur. Nous recommandons que ces fonds continuent de servir à soutenir les activités des maisons d'édition détenues et contrôlées par des Canadiens.
2. Maintenir l'engagement du budget de 2016 visant à augmenter le budget annuel du Conseil des arts du Canada à 360 millions de dollars d'ici **2020-2021**.
3. Veiller au soutien convenable des programmes de lecture et d'alphabétisation s'adressant aux nouveaux Canadiens, aux communautés autochtones, aux jeunes à risque et à d'autres groupes de sorte que les programmes soient maintenus là où il en existe déjà et qu'on en établisse là où il n'y en a pas.

THÈMES

Aider les entreprises canadiennes à atteindre leurs objectifs d'expansion, d'innovation et de prospérité

Innovation, créativité, entrepreneuriat. Ces qualités se sont révélées essentielles à la croissance et à l'expansion d'une industrie canadienne de l'édition dynamique et demeurent fondamentales pour le succès économique des maisons d'édition canadiennes indépendantes. Pour rester compétitives sur le marché d'aujourd'hui, les maisons d'édition doivent saisir de nouvelles occasions et relever de nouveaux défis au quotidien. Les modèles d'affaires changent continuellement, et la technologie numérique a modifié la façon de produire, de découvrir et de consommer les livres.

Les investissements stratégiques du gouvernement ont contribué au succès des maisons d'édition canadiennes, qui évoluent dans l'un des marchés du livre les plus compétitifs du monde. Compte tenu de la concurrence venant des multinationales, lesquelles tirent l'essentiel de leurs recettes de la distribution d'auteurs étrangers sur le marché canadien et font également concurrence aux maisons d'édition canadiennes pour l'obtention du droit de publier des auteurs canadiens très en vue, les investissements gouvernementaux dans les entreprises canadiennes contribuent à établir un environnement comparable pour elles. Une augmentation du Fonds du livre du Canada aiderait les maisons d'édition canadiennes et contribuerait à la croissance économique de trois façons : 1) cela permettrait aux maisons d'édition d'investir davantage dans de nouvelles voix canadiennes ainsi que dans du contenu nouveau; 2) cela mènerait à des investissements accrus dans la production et la mise en marché de ces livres dans tous les formats et à l'expansion des marchés nationaux et étrangers; enfin, 3) cela donnerait aux maisons d'édition les ressources qu'il leur faut pour améliorer les stratégies et outils novateurs qui ont fait que la chaîne d'approvisionnement du livre au Canada est la plus avancée dans le monde sur le plan technologique.

Soutenir la croissance économique dans les collectivités de tous les coins du Canada

Les membres de l'ACP se trouvent dans les 10 provinces canadiennes ainsi qu'au Nunavut, emploient des Canadiens et paient des redevances à des auteurs de toutes les régions du pays. Nous contribuons en plus aux économies locales en investissant dans les biens et services requis pour mettre les livres en marché : la rédaction, la révision, l'illustration, la conception, l'impression, le soutien de la TI, la gestion des contenus numériques, l'entreposage, l'expédition, la vente et la mise en marché. Les maisons d'édition canadiennes font preuve d'un solide engagement concernant la publication régionale — la découverte des livres qui s'adressent aux collectivités locales et qui en sont le reflet. Nous participons activement au marché de la

vente au détail, et nos livres servent de vitrine pour les secteurs du tourisme, des loisirs et de l'alimentation des collectivités de l'ensemble du pays, ce qui aide à raffermir les économies locales.

L'augmentation du montant affecté au Fonds du livre du Canada aidera à soutenir les contributions des maisons d'édition canadiennes à notre infrastructure de distribution nationale du livre, en particulier par l'utilisation des distributeurs canadiens et de la chaîne d'approvisionnement canadienne pour amener les livres aux lecteurs de partout au pays. La logistique relative à la production de livres, à l'entreposage et à la réalisation est fondamentale, et les maisons d'édition canadiennes y contribuent nettement. Nous accordons la priorité à la production et à l'impression au pays, alors que la plupart des multinationales qui nous font concurrence optent pour une production à l'extérieur du Canada et font maintenant presque tout imprimer aux États-Unis. Nous entreposons nos livres dans des villes canadiennes et pouvons facilement remplir les commandes des détaillants, grossistes, bibliothèques et écoles au Canada. Par contre, presque toutes les multinationales qui nous font concurrence ont maintenant leurs activités de distribution aux États-Unis et remplissent les commandes canadiennes à partir de là.

Notre appui à l'augmentation des fonds affectés aux programmes de lecture et d'alphabétisation met en relief les convictions de l'ACP concernant l'importance de la participation culturelle à l'échelle du Canada. Le Canada est une nation de lecteurs, et les Canadiens se tournent régulièrement vers les livres pour s'instruire, s'informer et se divertir. Un sondage d'opinion récent a clairement démontré la valeur que les Canadiens accordent aux livres et à la lecture. Quatre-vingts pour cent des Canadiens disent lire des livres régulièrement. Ce pourcentage a augmenté au fil des 35 dernières années, et malgré la concurrence des médias audiovisuels, la lecture demeure un passe-temps populaire chez les Canadiens — en moyenne, près du quart des temps libres est consacré à la lecture de livres. Cela est attribuable aux effets positifs de la lecture sur la qualité de la vie et au bon rapport qualité-prix que les livres offrent; les Canadiens reconnaissent ces deux facteurs, en plus d'accorder à la lecture d'importants bienfaits sociaux et économiques.

Le Canada cherche à maintenir sa compétitivité en ce qui concerne le commerce international et la croissance économique, et avoir une main-d'œuvre qualifiée et instruite fait partie de nos plus grands avantages. Les programmes favorisant la lecture et l'alphabétisation sont essentiels pour que le Canada puisse avoir une main-d'œuvre capable de relever le défi. Ces mêmes programmes contribuent à la croissance des collectivités autochtones, aident les nouveaux Canadiens à s'adapter à leurs collectivités et améliorent les résultats obtenus dans les établissements correctionnels. Il est à n'en pas douter dans l'intérêt des maisons d'édition que les lecteurs soient aussi nombreux que possible, mais il est aussi dans l'intérêt du Canada dans son ensemble, en tant que démocratie participative, d'encourager ses citoyens à s'instruire et à bien se renseigner. La lecture devient encore plus importante pour l'avenir du Canada.

Aider les Canadiens à optimiser leur contribution à la croissance économique

Les maisons d'édition canadiennes sont de petites et moyennes entreprises qui, à ce titre, contribuent à la création d'emploi et au développement. Nous créons des emplois directs dans nos bureaux situés partout au Canada. Nous investissons aussi régulièrement dans le travail d'auteurs et d'illustrateurs canadiens à qui nous versons des avances pour les nouveaux livres et des redevances pour les ventes de livres existants. Quatre-vingts pour cent des nouveaux livres écrits par des auteurs canadiens chaque année sont publiés par des maisons d'édition canadiennes, et nous jouons un rôle important dans les revenus des créateurs canadiens. En fait, pour bon nombre de nos membres, les redevances payées aux auteurs chaque année se comparent à la liste de paye de l'entreprise. Nous occupons aussi une place fondamentale dans les revenus des travailleurs autonomes de l'industrie du livre — le réseau de réviseurs et de concepteurs à la pige, ainsi que les

entrepreneurs indépendants comme les représentants commerciaux, les professionnels de la TI et les spécialistes du marketing en ligne, qui contribuent par leurs compétences et leur expertise au processus d'édition.

La formation professionnelle est au cœur de nos efforts en tant que maisons d'édition. Nous produisons, vendons et livrons du contenu dans divers formats autres que les imprimés. Nous sommes devenus des experts du marketing numérique de nos livres et de nos auteurs, et nous travaillons activement à concevoir et à essayer de nouveaux modèles d'édition. Les maisons d'édition canadiennes consacrent beaucoup de ressources à la formation et au perfectionnement des compétences des nouveaux diplômés et participent pleinement aux programmes de stages rémunérés soutenus par le Fonds du livre du Canada. De nombreux diplômés de programmes spécialisés en édition d'universités et de collèges de partout au Canada trouvent des postes dans des entreprises canadiennes d'édition. Nous soulignons que la formation en cours d'emploi que bon nombre de ces étudiants obtiennent chez ces éditeurs les prépare pour une carrière qui ne se limite pas à l'édition, mais qui englobe les domaines connexes des médias, des communications et de la technologie.

Par définition, les emplois au sein des maisons d'édition canadiennes demeurent au Canada. La présence de multinationales est bien établie sur le marché canadien; cependant, deux événements s'étant produits récemment dans la distribution de livres illustrent la fragilité de cette présence sur le plan de l'emploi. HarperCollins à New York a fermé son entrepôt et son service de distribution de la région de Toronto en juin 2015. La fermeture de l'entrepôt a causé la perte de 120 emplois, ainsi que de l'infrastructure et l'expertise de distribution importante que l'entreprise avait créées au fil du temps. Plusieurs maisons d'édition canadiennes qui étaient clientes de HarperCollins ont dû prendre d'autres arrangements de distribution. Ces maisons d'édition sont maintenant passées à d'autres distributeurs canadiens, ce qui a eu pour effet d'augmenter l'emploi et l'investissement dans ces entreprises; cependant, la perte nette d'emplois en raison de la décision de HarperCollins est considérable. De plus, en août 2014, le grossiste américain Ingram avait annoncé la fermeture de son entrepôt Coutts Canada, situé à Niagara Falls, choisissant de consolider cette opération à ses installations d'Indiana. Quatre-vingt-dix emplois ont ainsi été perdus, et l'expertise acquise par les employés canadiens de Coutts sur le marché a été perdue.

Même si des multinationales ferment leurs portes ou réduisent leurs activités au Canada, les maisons d'édition canadiennes tiennent fermement à leur engagement en tant qu'employeurs. Notre recommandation visant à augmenter le financement du Fonds du livre du Canada à 54 millions de dollars par année aura pour effet de raffermir cet engagement.

CONCLUSION

Un meilleur appui aux maisons d'édition canadiennes assurera une plus grande stabilité au secteur. La stabilité s'accompagne de possibilités, ainsi que la capacité de mieux gérer les rares ressources afin d'acquérir de nouveaux titres, d'investir dans une technologie novatrice, de rehausser les compétences professionnelles de nos employés et de les garder, de même que de faire connaître les écrivains canadiens au monde. Ainsi, nous sommes mieux en mesure de publier les auteurs canadiens dont le travail est si important pour notre patrimoine culturel, et nos étudiants peuvent avoir accès à des livres qui sont le reflet de leur propre histoire et des valeurs canadiennes. S'il est stable, le secteur canadien de l'édition continuera de donner aux Canadiens de tous les âges l'accès à des livres de leurs propres régions qui reflètent leurs collectivités et leurs traditions, et assurera à tous les Canadiens des bienfaits économiques et sociaux grâce à la promotion de la lecture et aux avantages que cela comporte : l'amélioration du rendement scolaire, l'intensification de la participation citoyenne; l'amélioration de la compréhension que

chacun a de sa collectivité et de sa région; et l'amélioration de la qualité de vie. Nous pressons le gouvernement d'étendre et de raffermir les programmes qui donnent de si grands résultats pour un investissement modeste et qui tiennent de fermes promesses concernant l'avancement et la compétitivité futurs du Canada.

Renseignements supplémentaires :

Kate Edwards, directrice exécutive

416-487-6116, poste 234

kateedwards@canbook.org